



■■■ **Un bilan en demi teinte pour l'économie parisienne en janvier 2007** ■■■

Avec une augmentation nette de 7900 entreprises en janvier 2007 par rapport au mois de janvier 2006, le stock d'entreprises actives à Paris s'établit au 31 janvier à 320 532 unités et affiche une hausse de 2,53% par rapport à janvier 2006. Les principaux indicateurs indiquent une situation inégale. La hausse de 6,6% des immatriculations au Registre du commerce de Paris toutes formes juridiques confondues en janvier 2007, parmi lesquelles l'immatriculation de 259 nouvelles sociétés par actions (SA/SAS) dont la progression atteint +14,90%, et de 1990 SARL, soit +4,68%, ainsi que la baisse importante de l'endettement moyen fiscal, constituent les éléments positifs du bilan de janvier.

En revanche, la baisse de 16,52% du nombre de prêts bancaires accordés aux entrepreneurs et l'augmentation des montants de l'endettement social des entreprises relativisent la bonne tenue de la création d'entreprise à Paris. Critère significatif, la reprise à la hausse des ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires pour la première fois depuis douze mois continus, soit +28,7% par rapport à janvier 2006, nuance le bilan de santé des entreprises actives à Paris.

Tableau de bord : variation de l'année 2006 par rapport à 2005	En hausse	En baisse
Stock d'entreprises parisiennes : 320 532 entreprises, soit 7 900 de plus qu'en janvier 2006	+2,53%	
Les immatriculations d'entreprises	+6,6%	
<i>dont 1990 immatriculations de SARL</i>	+4,68%	
Les prêts bancaires accordés aux entrepreneurs (nombre d'inscriptions)		-16,52
L'endettement fiscal des entreprises (montant moyen des inscriptions)		-37,75%
L'endettement social des entreprises (montant moyen des inscriptions)	+19,6	
Les ouvertures de redressements et liquidations judiciaires	+28,7%	

■■■ **Création d'entreprises, profil des entités créées et de leurs dirigeants**

La création en hausse en janvier 2007 : +6,6% d'entreprises immatriculées au Registre du Commerce par rapport à janvier 2006. Avec 3 185 entreprises immatriculées en janvier, l'embellie de l'année 2006 se poursuit au premier mois de l'année 2007.

Tous les types de statuts juridiques gagnent du terrain en janvier, à l'exception des GIE/GEIE dont le nombre ne représente toujours qu'un infirme pourcentage des entreprises parisiennes.

- Les immatriculations de SARL restent majoritaires (62,64%) en janvier 2007. Leur nombre augmente de 4,68% même si leur pourcentage baisse faiblement par rapport à 2006 (63,45%). Elles totalisent 1 990 nouvelles entreprises de ce type fin janvier 2007.
- Les immatriculations de sociétés par actions continuent leur progression. Leur pourcentage est de 14,90% en janvier 2007 et le nombre de SA/SAS nouvellement créées atteint 259 en fin de mois. Elles regroupent en janvier 2007, 8,15% des immatriculations contre 7,54% le même mois de l'année précédente.

À noter : 457 EURL immatriculées depuis le 1^{er} janvier 2007, soit 9,86% de plus qu'en janvier 2006 et un pourcentage de 14,38% des immatriculations du mois.

Le profil des nouveaux chefs d'entreprise de janvier 2007

En janvier 2007, **76,74% des nouveaux entrepreneurs sont des hommes**. Les deux tranches d'âge les plus représentées sont les 36/45 ans avec 30,87% des effectifs et les 46/58 ans avec 29,16%. Ces tranches d'âge restent globalement stables par rapport à janvier 2006.

À noter : La plus forte hausse des créations d'entreprises par des entrepreneurs de 58 ans et plus, dont l'augmentation qui s'élevait à +36,18% en 2006, poursuit son ascension en janvier 2007. Les « seniors » créateurs d'entreprise masculins attaquent l'année 2007 avec un taux de représentation de 15,99%, il était de 14,25% en janvier 2005.

Les femmes dirigeantes représentent 23,26% des nouveaux entrepreneurs en janvier 2007. A l'instar de leurs collègues masculins, les 36/45 ans sont les plus nombreuses avec 33,99% des effectifs, puis viennent ensuite les 46/58 ans avec 25,11%.

À noter : Tout comme en 2006, les créatrices d'entreprise seniors affichent une plus forte progression avec un effectif de 14,10% en janvier 2007, alors qu'elles n'étaient que 12,64% en janvier 2006.

■ Pyramide des âges des créateurs d'entreprise ■

Tranches d'âge	2007			2006		
	% global	% femmes	% hommes	% global	% femmes	% hommes
Moins de 25 ans	3,58%	5,22%	3,08%	3,60%	4,02%	3,46%
Entre 26 et 35 ans	21,06%	21,58%	20,91%	21,86%	23,28%	21,40%
Entre 36 et 45 ans	31,59%	33,99%	30,87%	30,48%	30,89%	30,35%
Entre 46 et 58 ans	28,22%	25,11%	29,16%	30,20%	29,17%	30,54%
58 ans et plus	15,55%	14,10%	15,99%	13,86%	12,64%	14,25%
	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

■■■ Évolution économique et financière des entreprises parisiennes

Baisse du nombre de financements accordés aux entreprises et déclarés au Greffe en janvier 2007. Les banques et organismes de crédit ont déposé 581 inscriptions de nantissements au greffe en janvier 2007, soit -16,52% par rapport au même mois de 2006.

Baisse du montant moyen d'endettement fiscal et hausse de l'endettement social des entreprises en janvier 2007. Ce premier mois de l'année 2007, le Trésor Public a inscrit 1458 privilèges auprès du greffe, soit une augmentation de plus de 4 fois par rapport à 2006, avec un endettement moyen en baisse de 37,75% par rapport à janvier 2006¹. Ce même mois de 2007, la Sécurité sociale a réalisé 2 267 inscriptions de privilèges, soit +43,8% par rapport à 2006 (cf. la note de page), le montant moyen des sommes dues augmente de +19,6%.

■■■ Entreprises en difficultés

Hausse des défaillances d'entreprises en janvier 2007 : Le Tribunal de commerce de Paris a prononcé 314 décisions d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires, soit +28,7% par rapport à janvier 2006. Deux secteurs sont particulièrement touchés : les services aux entreprises (42,3%) et le commerce (22,7%). Les autres secteurs représentent chacun moins de 10%.

Points positifs : En janvier 2007, le montant moyen du passif par entreprise baisse de 22,29% et le nombre d'emplois concernés diminue de 24,9%.

À noter également : En janvier 2007, aucune demande de procédure de sauvegarde n'a été déposée au greffe du Tribunal de commerce de Paris et une entreprise dont la demande avait été faite antérieurement, a bénéficié de cette procédure.

¹ Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. Les sommes dues à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations. La suppression du plancher du montant minimum des inscriptions suscite une augmentation sensible de ces déclarations.